



HAL
open science

Soviets irlandais

Olivier Coquelin

► **To cite this version:**

Olivier Coquelin. Soviets irlandais. Syllepse. Autogestion : L'Encyclopédie internationale, Tome 7, pp.173-191, 2019, 978-2-84950-837-4. hal-02377008

HAL Id: hal-02377008

<https://hal.science/hal-02377008v1>

Submitted on 29 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Soviets irlandais : Expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923)

Publié dans : *Autogestion : L'Encyclopédie internationale*, tome 7, Paris, Éditions Syllepse, p.173-191.

https://www.syllepse.net/syllepse_images/autogestion-lencyclopedie-internationale-tome-7.pdf

Des travailleurs expulsant les dirigeants de leurs usines, s'emparant de la gestion de domaines agraires, organisant des collectivités locales en faisant fi des autorités légales, hissant le drapeau rouge et s'érigeant en « soviets », sont des faits que l'on peine à associer à l'histoire de l'Irlande. Le concept même de « soviet » paraît tellement étranger aux problématiques consubstantielles au pays que l'historien Charles Townshend va jusqu'à les qualifier de « manifestations exotiques¹ ». Et pourtant, c'est bel et bien au sein de cette Irlande conservatrice, rurale et peu industrialisée, en proie aux conflits politiques et ethnico-confessionnels séculaires, qu'une centaine d'expériences autogestionnaires virent le jour, pratiquement toutes sous l'appellation de « soviet », entre 1918 et 1923 – c'est-à-dire au cours d'une Révolution irlandaise de 1916-23, censée avoir soudé les différentes couches sociales de la communauté nationaliste en vue de bouter l'ennemi britannique hors du pays.

L'histoire iconoclaste des soviets irlandais, cet article se propose donc de la relater, au travers notamment des questions suivantes : comment un pays d'essence conservatrice a-t-il pu voir éclore, en l'espace de cinq ans, une centaine d'expériences socialement subversives dans leur mode de fonctionnement autogéré, voire dans leurs desseins ? Dans quels secteurs en particulier se sont-elles développées ? Quelles étaient les véritables motivations de leurs protagonistes ? Pourquoi ont-elles échoué et n'ont-elles pas ouvert la voie, au sein des deux entités de l'île, à des forces politiques ou socio-économiques idéologiquement progressistes, susceptibles de contraindre quelque peu l'exercice de pouvoirs, établis sur une dialectique autre que socio-économique² ? Mais avant d'y

1 Charles Townshend, « Historiography: Telling the Irish Revolution », dans Joost Augusteyn (dir.), *The Irish Revolution, 1913-1923*, Basingstoke, Palgrave, 2002, p.6. Précisons ici que toutes les citations issues d'ouvrages ou d'articles en langue anglaise sont traduites en français par l'auteur du présent chapitre.

2 Depuis la partition de 1922, les deux entités constitutives de l'île d'Irlande se sont distinguées des autres démocraties d'Europe occidentale, via l'absence en leur sein de clivages idéologico-politiques reposant essentiellement sur des questions socio-économiques avec, pour schématiser, un camp progressiste (situé à « gauche » de l'échiquier politique) et un camp conservateur (situé à « droite » de l'échiquier politique). Ainsi de l'Irlande du Nord où chacune des deux principales forces antagoniques fonde sa raison d'être sur la défense d'un ordre défini en termes à la fois politique et ethnico-confessionnel. En clair, à chaque communauté ethnico-confessionnelle correspond une étiquette politique particulière : nationaliste pour des catholiques minoritaires, favorables au rattachement du territoire au reste de l'île ; unioniste pour des protestants majoritaires, favorables au maintien du territoire à l'intérieur du Royaume-Uni. Quant à l'État sud-irlandais – connu comme la République d'Irlande depuis 1949 –, jusqu'aux années 1990-2000, il était apparu sous les traits d'un pays idéologiquement conservateur que symbolisaient certes une Église catholique quasi-omnipotente, mais aussi un système politique bipartisan constitué de deux organisations, le *Fianna Fail* et le *Fine Gael*, situées à droite ou au centre-droit de l'échiquier politique suivant les époques, et forgé sur fond d'antagonismes à caractère essentiellement constitutionnel entre partisans et adversaires du traité anglo-irlandais de 1921 qui entérina la

répondre, il conviendra d'abord de replacer les soviets irlandais dans leur contexte historique, tant national qu'international.

Troubles politiques et sociaux en Irlande et en Europe dans les années d'après-guerre

L'organisation en soviets d'un certain nombre de travailleur·ses irlandais·es eut lieu au cours de la période historique connue comme la Révolution irlandaise de 1916-1923, laquelle fut l'aboutissement d'une longue histoire de domination coloniale (de l'Angleterre puis de la Grande-Bretagne sur l'Irlande), de dépossession terrienne (au profit des colons anglais et écossais de confession protestante), de conflits ethnico-confessionnels (entre protestants de culture anglo-saxonne et catholiques d'origine celtique ou anglo-normande) et de rébellions politiques (pour l'autonomie ou l'indépendance de l'Irlande), qui débuta dès le 12^e siècle.

En règle générale, les historien·nes s'accordent pour faire remonter le point de départ de la Révolution irlandaise à l'insurrection avortée de Pâques 1916, laquelle avait été essentiellement l'œuvre de certains dirigeants de l'*Irish Republican Brotherhood* (Fraternité républicaine irlandaise) ou IRB,³ à la tête de la frange la plus radicale des *Irish Volunteers* (Volontaires irlandais)⁴, alliés au bataillon ouvrier du socialiste et syndicaliste James Connolly, l'*Irish Citizen Army* (Armée des citoyens irlandais)⁵. Une insurrection qui, à défaut d'avoir détruit l'édifice impérial, devait néanmoins ouvrir la voie à la Guerre d'indépendance de 1919-1921, orchestrée à nouveau par les *Irish Volunteers* – baptisés *Irish Republican Army* (Armée républicaine irlandaise) ou IRA, à partir de 1919 – et sa vitrine politique, le *Sinn Féin* (Nous seuls), sorti grand vainqueur en Irlande des élections législatives de décembre 1918 et porteur d'une stratégie de désobéissance civile fondée sur la mise en place d'institutions « autochtones » – telle l'assemblée nationale d'Irlande (la *Dail Eireann*) – destinées à rendre caduque toute ingérence britannique dans les affaires irlandaises. Avec pour dénouement, la signature en décembre 1921 du traité anglo-irlandais à l'origine d'une guerre civile au sein des forces indépendantistes, de 1922 à 1923, qui aboutit à la victoire des partisans d'un accord de paix impliquant notamment la partition de l'île en deux entités distinctes : avec d'un côté l'État libre d'Irlande, formé des 26 comtés du Sud à dominante nationaliste et catholique, et

partition de l'île.

3 L'*Irish Republican Brotherhood* est une société secrète, de type maçonnique, fondée en 1858 par des vétérans de la rébellion avortée de 1848. Elle se fixait pour objectif d'établir en Irlande une république indépendante, par voie insurrectionnelle, via la stratégie dite de la « force physique ». Elle échoua une première fois en 1867. Malgré le déclin qui s'ensuivit – au profit du mouvement pour le *Home Rule* (visant l'autonomie de l'Irlande au sein de l'ensemble britannique), plus modéré et légaliste –, l'organisation devait renaître de ses cendres au début des années 1910.

4 Les *Irish Volunteers* est une milice nationaliste créée en 1913, en réplique à la fondation par les unionistes d'une *Ulster Volunteer Force* (Armée des volontaires d'Ulster), destinée à faire obstacle à l'application du *Home Rule* (autonomie pour l'Irlande adoptée au parlement de Londres en 1912), les armes à la main si nécessaire.

5 Créée lors de la grève générale de Dublin en 1913, afin d'assurer la protection des travailleur·ses contre les violences policières, l'*Irish Citizen Army* allait par la suite se transformer progressivement en une force offensive et subversive, sous l'impulsion de James Connolly.

membre d'un Commonwealth qu'il allait quitter en 1949 pour devenir la République d'Irlande ; et d'un autre, l'Irlande du Nord, constituée des six comtés de l'Ulster à majorité protestante et unioniste, maintenus dans le Royaume-Uni.

Cependant, bien que les nationalistes révolutionnaires ne s'étaient assignés pour but exclusif que l'indépendance politique de l'Irlande – autour de laquelle ils comptaient fédérer les différentes catégories sociales, conformément à leur traditionnelle conception interclassiste de la libération nationale –, un nombre considérable de troubles sociaux, qu'ils fussent industriels ou agraires, balaya le pays progressivement à partir de 1917. La forte croissance de la demande mondiale en denrées alimentaires et en matières premières, engendrée par l'effort de guerre, avait apporté une certaine prospérité intérieure dont ne bénéficièrent guère les travailleur·ses industriel·les et agricoles, contrairement à nombre de dirigeants industriels, de commerçants et de gros exploitants agricoles. Le boom économique de l'après-guerre constitua donc l'occasion pour les différentes couches salariales d'en revendiquer radicalement leur juste part. Et ils le firent via une vague de grèves sans précédent qui coïncida avec une recrudescence du militantisme syndical⁶.

À l'époque, le mouvement ouvrier irlandais était incarné par l'*Irish Trade Union Congress* (Congrès des syndicats irlandais) – créé en 1894 afin de fédérer à l'échelle nationale des syndicats irlandais jusque-là affiliés au *British Trade Union Congress* (Congrès des syndicats britanniques) –, dont le nombre d'adhérents monta jusqu'à près de 300 000 en 1921⁷. Cette hausse spectaculaire de ses effectifs, la confédération irlandaise la devait principalement à la campagne d'adhésions menée par son syndicat le plus puissant et le plus radical, l'*Irish Transport and General Workers' Union* (Syndicat des transporteur·ses et des travailleur·ses irlandais·es) ou ITGWU. Fondé en 1908 par James Larkin, au lendemain de la grève générale de Belfast en 1907 – et fer de lance en Irlande du principe du « *One Big Union* » visant à organiser tous les travailleurs au sein d'une grande centrale, en vue de contrôler l'ensemble des moyens de productions –, le Syndicat des transporteur·ses compta dans ses rangs autour de 100 000 membres en 1920, dont 40 000 dans le secteur agricole⁸. Ce qui signifie qu'en sus du secteur industriel, l'ITGWU s'était aussi activement impliqué dans des luttes agraires en regain constant depuis 1917, organisant ainsi quelques dizaines de milliers d'ouvrier·es agricoles et un millier de petits exploitants propriétaires et non propriétaires, en moins de quatre ans. Toutefois, pendant la période révolutionnaire, les modes d'action et les desseins de la

6 À titre indicatif : de 1918 à 1921, on comptabilisa 782 grèves – couronnées de succès pour la plupart – rien que dans le secteur industriel. Chiffres donnés par Public Record Office London, *strikes and lockouts, 1914-21*, Lab 34/14-20, Lab 34/32-39. Cité dans Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, Cork, Cork University Press, 1988, p.25.

7 À titre indicatif : ce chiffre correspond à environ 49 % de l'ensemble des ouvriers du pays, eux-mêmes représentant environ un tiers de la population active, pour une population de 4 390 219 habitants, selon le recensement de 1911. Chiffres donnés par Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, Londres, Pluto Press, 1996, p.139 ; W. E. Vaughan, A. J. Fitzpatrick (dir.), *Irish Historical Statistics*, Dublin, Royal Irish Academy, 1978, p.3 ; Census of Ireland, 1911, General report, Occupations of the people, 1912-13, Cd.6663, CXVIII, 1, p.xxviii-xxx.

8 Chiffres donnés par le journal syndical *The Watchword of Labour*, 26 juin 1920, p.1 ; Desmond Greaves, *The Irish Transport and General Workers' Union: The Formative Years, 1909-1923*, Dublin, Gill and Macmillan, 1982, p.259, p.276.

paysannerie diffèrent selon les réalités socio-géographiques du pays. Pour résumer : à l'est, les grèves organisées dans les grands domaines par des ouvrier·es agricoles syndiqués, avec l'appui de certains petits fermiers, reposaient sur des revendications essentiellement salariales ; à l'ouest, les méthodes comme le boycott ou l'occupation de propriétés agricoles auxquelles eurent recours des petits exploitants – non bénéficiaires des lois agraires de 1903 et 1909⁹ –, avec l'appui de certains ouvrier·es agricoles, visaient la redistribution équitable des grands pâturages.

En fait, tous ces conflits sociaux se produisirent dans un contexte de troubles généralisés à l'échelle européenne. Grèves générales, manifestations monstres, occupations d'usines et de domaines agricoles, etc. émaillèrent le continent en cette période tourmentée et de transition. Le souvenir des massacres de masse et de l'enfer des tranchées que laissaient quatre années de guerre mondiale avait fait naître l'espoir de meilleures conditions de vie (augmentation des salaires, journée de huit heures, réforme agraire ...), voire d'une société nouvelle à jamais purifiée des scories de l'ancien monde. Dans le sillage de la Révolution russe, certains mouvements prirent ainsi une orientation des plus subversives, notamment via l'établissement de républiques des conseils, ou soviétiques, en Bavière (avril-mai 1919), en Hongrie (avril-août 1919) et dans le sud-est de la Slovaquie (juin-juillet 1919) ; de communes agricoles d'inspiration communiste libertaire dans certaines régions de l'Ukraine (1918-1921) ; ou encore de conseils d'usine dans le nord de l'Italie au cours des « *Biennio Rosso* » (« Les deux années rouges ») de 1919-1920¹⁰... Pareil phénomène n'épargna pas l'Irlande, où une centaine d'organisations de type « soviétique » virent le jour à partir de novembre 1918. Loin d'avoir subverti politiquement tout un pays ou des régions entières, c'est donc avec leurs pendants italiens qu'elles présentèrent le plus de similitudes. En premier lieu parce qu'aucun des deux mouvements ne dépassa le stade de l'expérimentation en l'absence de structures fédératives, que l'indécision et l'attentisme des directions syndicales et socialistes des deux pays empêchèrent pour partie d'établir. Deux aspects les différenciaient néanmoins : d'une part, les occupations autogérées italiennes n'adoptèrent jamais le nom de « soviets » ; et d'autre part, les desseins révolutionnaires des travailleur·ses transalpin·es ne souffraient d'aucune ambiguïté, au rebours de ceux de leurs homologues irlandais·es qui usèrent de ce mode de lutte des plus radicaux.

9 La politique d'implantation coloniale menée en Irlande au 17^e siècle atteignit un degré de réussite tel qu'en 1703, les catholiques, malgré leur écrasante supériorité numérique, ne possédaient plus que 14 % des terres, contre 90 % cent ans plus tôt ! Ce n'est que suite à la « guerre agraire » de la fin des années 1870 que la paysannerie catholique allait graduellement reprendre possession des terres, principalement en dehors de l'Ulster, via toute une série de réformes agraires, culminant avec les lois Wyndham (1903) et Birrell (1909) qui leur permettaient d'acheter leurs exploitations notamment par voie de prêts remboursables à l'État.

10 Sur tous ces mouvements, voir notamment Donny Gluckstein, *The Western Soviets: Workers' Councils Versus Parliament, 1915-20*, Londres, Bookmarks, 1985 ; Alexandre Skirda, *Anarchy's Cossack: the Struggle for Free Soviets in the Ukraine, 1917-21*, Londres, AKPress, 2004 ; Eric Aunoble, « *Le Communisme, tout de suite !* ». *Le mouvement des Communes en Ukraine soviétique (1919-1920)*, Paris, Les Nuits rouges, 2008 ; Andrew Janos, William Slottman (dir.), *Revolution in Perspective: Essays on the Hungarian Soviet Republic of 1919*, Los Angeles, University of California Press, 1971.

Un mode d'action subversif : le soviet autogéré

Parallèlement aux formes traditionnelles de lutte évoquées plus haut, se propagea en Irlande un modèle organisationnel alternatif, nommé « soviet », auquel recoururent un certain nombre de travailleur·ses lorsque cessations du travail, négociations ou autres procédés propres au monde agricole s'avérèrent insuffisants pour obtenir pleine satisfaction des revendications. Inspiré du nom russe désignant les divers conseils qui avaient surgi dans le cadre de la Révolution de 1917, ce mode d'action s'appuyait sur la poursuite ou la relance de la gestion et / ou de la production de telle ou telle structure, sous la conduite exclusive de travailleur·ses en lutte contre une hiérarchie officielle préalablement mise au rebut. Il relevait ainsi de l'autogestion¹¹ telle que la définissent notamment Henri Lefebvre : « *Quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion*¹² », ou encore Cornélius Castoriadis : « *Est-ce que l'autogestion, est-ce que le fonctionnement et l'existence d'un système social autogéré est compatible avec le maintien de la hiérarchie ? Autant se demander si la suppression du système pénitencier actuel est compatible avec le maintien de gardiens de prisons, de gardiens-chefs et de directeurs de prisons. Mais comme on sait, ce qui va sans dire va encore mieux étant dit. D'autant plus que, depuis des millénaires, on fait pénétrer dans l'esprit des gens depuis leur plus tendre enfance qu'il est "naturel" que les uns commandent et les autres obéissent, que les uns aient trop de superflu et les autres pas assez de nécessaire*¹³. » Ces pratiques autogestionnaires au sein des soviets irlandais en faisaient donc d'authentiques expériences subversives, comparables aux comités d'usine russes à travers lesquels des ouvrier·es avaient pris en main la gestion de la production sur leur lieu de travail – ce qui les distinguait des soviets *stricto sensu*, plus soucieux de questions politiques¹⁴.

Or, contrairement aux comités d'usine russes, justement, les soviets irlandais apparurent aussi dans des domaines autres qu'industriels et à des fins autres qu'économiques et sociales. Ainsi en fut-il du secteur agricole et de divers services (hospitalier, transports et portuaire), auxquels

11 Il importe ici de préciser que le terme d'« autogestion » est relativement récent, ses premiers usages ne datant que des années 1950. Ce qui signifie que des expériences autogestionnaires – du moins reconnues comme telles rétrospectivement – eurent lieu avant même la création du concept d'autogestion.

12 Entretien donné en 1979 à la revue *Nouvelle critique*. Cité dans Ouvrage collectif, *De l'autogestion : théories et pratiques*, Paris, Editions CNT-RP, 2013, p.40.

13 Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », Paris, Le Grain de sable, 2012, p.2. Extrait de *Le Contenu du socialisme*, paru en 1979 aux éditions 10/18. Edition en ligne : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=1995>

14 Sur les soviets et comités d'usine russes, voir Marc Ferro, *Des Soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard, 1980 ; Oskar Anweiler, *The Soviets: The Russian Workers, Peasants, and Soldiers Councils, 1905-1921*, New York, Panthéon Books, 1974 (version française : *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972)

s'ajoutèrent certaines collectivités urbaines où les travailleur·ses organisés·es en soviets poursuivirent des visées non plus socio-économiques mais socio-politiques. Ceux qui s'inscrivirent dans cette dernière démarche servirent, en quelque sorte, d'auxiliaires au mouvement indépendantiste, représenté par l'IRA et le *Sinn Féin*.¹⁵ Cela advint par deux fois lors de la Guerre d'indépendance. Ainsi, pendant deux jours, en avril 1920, lorsque maintes villes du pays (Cork, Galway, Tralee, Mitchelstown, Ennis, Nenagh, Charleville...) passèrent sous le contrôle exclusif de travailleur·ses syndiqué·es, protestant contre les conditions de détention de prisonniers nationalistes, en grève de la faim dans la prison de Mountjoy à Dublin. Résultat : 87 détenus politiques, membres du *Sinn Féin*, furent libérés et hospitalisés, suite à cette mobilisation massive qui vit les syndicats former des comités ou conseils *ad hoc* chargés de gérer les affaires communales, en lieu et place des autorités officielles¹⁶. Un an auparavant, la ville de Limerick avait connu un destin plus ou moins similaire, resté depuis dans l'histoire, de par la couverture médiatique internationale dont il avait fait l'objet à l'époque.

Tout débuta le 6 avril 1919. Incarcéré à Limerick depuis plus deux mois, Robert Byrne, syndicaliste membre de l'IRA, réussit à échapper à la vigilance de ses geôliers, non sans l'aide de nationalistes révolutionnaires locaux. L'évasion prit toutefois une mauvaise tournure : Byrne et un policier furent blessés à mort. En conséquence de quoi, les autorités britanniques déclarèrent la ville « zone militaire spéciale ». Chaque citoyen·ne devait désormais détenir un permis pour pouvoir y accéder et en sortir. Face à ce qui fut considéré comme une atteinte à la liberté de circulation, plusieurs voix s'élevèrent et en particulier celle du Conseil des syndicats de Limerick qui, le 14 avril, déclencha une grève générale en signe de protestation. Celle-ci, malgré ses visées politiques, n'en était pas moins imprégnée d'une forte saveur sociale, entièrement organisée qu'elle fut par des représentant·es de la classe ouvrière, avec néanmoins l'appui de la plupart des commerçants et des artisans, des conseillers municipaux majoritaires du *Sinn Féin* et du clergé catholique local. Le Conseil des syndicats nomma ainsi un comité de grève, rapidement désigné comme le « soviet », en charge de la gestion communale, par le biais de sous-comités responsables de la propagande, de l'alimentation, de la sûreté et des finances (pour pallier la pénurie de ressources financières, le soviet en vint même à émettre sa propre monnaie). Tous ces efforts finirent par porter leurs fruits : la hiérarchie militaire leva la loi martiale le 6 mai, soit près d'une semaine après la dissolution du

15 Précisons ici que si les syndicats irlandais ne s'impliquèrent pas officiellement dans la lutte pour l'indépendance, ils ne vécurent pas pour autant entièrement en marge de la Révolution. Ils apportèrent ainsi sporadiquement leur appui à la cause nationale par des actions destinées notamment à entraver l'effort de guerre britannique – à l'instar de celles que menèrent les dockers et les cheminots irlandais, avec l'aval de leurs directions syndicales, de mai à décembre 1920 : les uns refusèrent de décharger les navires transportant du matériel de guerre, les autres d'acheminer les troupes britanniques vers les zones de combat.

16 Voir les différents compte-rendus de la presse nationale de l'époque, *The Freeman's Journal*, 14 avril 1920, p.4 ; *The Irish Independent*, 14 avril 1920, p.6 ; *The Irish Times*, 14 et 15 avril 1920, p.6 ; *The Irish Examiner*, 14 et 15 Avril 1920 p.5.

« soviet de Limerick¹⁷ ».

Toutefois, ce furent davantage des questions socio-économiques qui motivèrent l'instauration de soviets, que ce fût lors de conflits industriels, agraires ou dans les services où naquit l'un des premiers soviets, une semaine à peine après le déclenchement de la Guerre d'indépendance, le 21 janvier 1919. Deux jours plus tard, donc, le personnel soignant et encadrant de l'asile d'aliénés de Monaghan débrayait pour obtenir une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. À la tête du mouvement figurait Peadar O'Donnell, responsable local du Syndicat des transporteur·ses et futur officier de l'IRA. Le 28 janvier, les rumeurs d'une intervention policière ou militaire pour faire évacuer l'établissement occupé incitèrent la centaine de grévistes à s'en emparer et le faire fonctionner indépendamment de la direction. Les employé·es barricadèrent ainsi les entrées, hissèrent le drapeau rouge, formèrent un comité « soviétique » et élurent O'Donnell directeur de l'asile. Malgré son caractère radical et subversif, le mouvement reçut le soutien non seulement des interné·es et de la population locale, mais aussi des clergés, toutes confessions confondues, du *Sinn Féin* et des unionistes, et même des policiers massivement déployés autour du bâtiment. Au bout de sept jours, la crainte que cet élan de grande sympathie ne se transformât en grève générale amena les dirigeants officiels à céder à toutes les revendications, mettant par là-même un terme à l'expérience « soviétique » de l'asile de Monaghan¹⁸.

D'autres services firent également l'objet d'une expérience « soviétique » autogestionnaire : les transports ferroviaires du comté de Cork, du 10 au 16 février 1922, quand plusieurs centaines de cheminots – en grève depuis le 26 janvier pour protester contre la baisse de leurs salaires – prirent possession de quatre gares et relancèrent eux-mêmes l'exploitation des lignes de chemin de fer jusqu'à la signature d'un compromis¹⁹; les services portuaires de Cork et de Cogh (non loin de Cork) qui, le 6 septembre 1921, de 10h30 à 16h30, passèrent sous le contrôle exclusif d'une centaine d'employé·es et ouvrier·es grévistes, avant la conclusion d'un accord garantissant le règlement du conflit salarial par voie d'arbitrage²⁰. Si ces derniers soviets apparaissent comme les plus éphémères d'entre tous (seulement six heures !), c'est dans le secteur agricole que des organisations autogérées devaient battre des records de longévité (près de dix mois) – à commencer

17 Sur le soviet de Limerick, voir Liam Cahill, *Forgotten Revolution: Limerick Soviet, 1919, A Threat to British Power in Ireland*, Dublin, O'Brien Press, 1990. Édition en ligne, 2003: <http://www.limericksoviet.com/Book.html> ; D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, April 1919*, Limerick Soviet Commemoration Committee, 3rd édition, 2003 (orig. 1979). Édition en ligne : <http://homepage.eircom.net/~paddytheassessor/lim/lysaght.htm>.

18 *The Freeman's Journal*, 30 janvier 1919, p. 4, 1er février, p.6, 3 février, p.4, 21 février 1919, p.4 ; *The Irish Examiner*, 30 janvier 1919, p.4-5, 31 janvier 1919, p.5, 1er février 1919, p.9, 3 février 1919, p.6, 4 février 1919, p.5 ; *The Irish Independent*, 30 janvier 1919, p.2-3, 31 janvier 1919, p.2, 1er février 1919, p.5, 3 février 1919, p.3 ; *The Irish Times*, 8 février 1919, p.1, 15 février 1919, p.6 ; *The Anglo-Celt*, 1er février 1919, p.6-7, 8 février 1919, p.3.

19 *The Cork Examiner*, 27 janvier 1922, p.5, 28 janvier 1922, p.7, 30 janvier 1922, p.4-5, 1er février 1922, p.4-5, 3 février 1922, p.5, 6 février 1922, p.4-6, 7 février 1922, p.5, 9 février 1922, p.4-6, 11 février 1922, p.5-6, 13 février 1922, p.6, 15 février 1922, p.4-5, 16 février 1922, p.4-7, 17 février 1922, p.4, 18 février 1922, p.8 ; *The Workers' Republic*, 11 et 18 février 1922, p.3.

20 *The Cork Examiner*, 3 septembre 1921, p.8, 7 septembre 1921, p.5, p.8, 8 septembre 1921, p.8, 15 octobre 1921, p.7, 20 octobre 1921, p.3.

par le soviet de Broadford.

Outre sa durée, donc, ce soviet agraire présentait la particularité d'avoir vu le jour dans une localité rurale de l'ouest du pays – le village de Broadford et ses environs (comté de Clare) – peu réputée pour sa tradition d'action syndicale. Ainsi, en février 1922, un groupe d'agriculteur·rices non propriétaires et affilié·es au Syndicat des transporteur·ses prit à son compte la gestion du domaine agricole de James Dennison Going, aux dépens des employés qui en avaient eu jusque-là la charge. À cette fin, ils créèrent le « Comité des agriculteur·rices, des fermier·es, des ouvrier·es et des travailleur·ses du Syndicat des transporteur·ses de la propriété Going » (« Committee of Farmers, Tenants, Workers and Transport Union Workers on the Going Estates »), élisant l'un d'entre eux à sa tête. Le nouveau « soviet » se fixait pourtant des objectifs *a priori* bien modestes : la réduction des loyers et la redistribution des prairies au profit des petits exploitants. Or, face au refus obstiné de l'agent du propriétaire, seule une prise de contrôle effective du domaine pouvait leur permettre d'obtenir satisfaction, via la mise en œuvre de leurs revendications par leurs propres soins. En clair, il s'agissait pour eux non pas d'exproprier le propriétaire à proprement parler, mais entre autres, d'honorer leurs loyers à leurs propres conditions, c'est-à-dire bien en-dessous du montant officiellement requis. Ce qu'ils firent jusqu'en novembre 1922, date à laquelle ils restituèrent le domaine non sans faire l'objet de poursuites judiciaires, qui se prolongèrent au moins jusqu'en avril 1926. Par ailleurs, ils convertirent une partie des terres en pâturages communs, louèrent des parcelles à des paysan·nes « sans terre » de Broadford, nommèrent des responsables chargé·es de la surveillance des troupeaux et de l'entretien des clôtures et expulsèrent les employé·es refusant de se plier aux exigences du soviet²¹.

À cette expérience en milieu rural s'ajoutèrent d'autres plus ou moins similaires, tels les soviets de Toovahera, de Kilfenora, de Ballyvaughan et celui intégrant plusieurs localités des environs de Crab Island (tous également situés dans le comté de Clare), probablement d'avril 1922 à février 1923 ; ou encore, bien avant cela, la ferme collective de plusieurs milliers d'hectares implantée dans le comté de Galway, au printemps 1920, après expropriation des propriétaires. Là aussi, chaque cas fut l'œuvre de laissé·es-pour-compte des lois agraires de 1903 et 1909, aspirant notamment à une plus juste répartition des terres et une baisse drastique des loyers, qu'ils imposèrent en s'appropriant la direction des domaines, en lieu et place des propriétaires terriens et de leurs agents²². Cependant, comme le soulignait déjà en 2005 l'historien Fergus Campbell,²³ l'agitation agraire qui ravagea l'ouest du pays à l'époque révolutionnaire n'a pas encore donné lieu à un examen approfondi susceptible de faire davantage ressortir son caractère socialement subversif – examen approfondi

21 Sur le soviet de Broadford, voir Michael McCarthy, « The Broadford Soviet », *The Old Limerick Journal*, n° 4, 1980, p. 37-40. Version en ligne : <http://www.limerickcity.ie/media/Media,3937,en.pdf>.

22 Sur ces expériences en milieu rural, voir *The Freeman's Journal*, 9 mai 1923, p.5, 17 mai 1923, p.6, 25 mai 1923, p.6 ; Kevin O'Shiel, « The Dail land courts », *The Irish Times*, 14 novembre 1966, p.10.

23 Fergus Campbell, *Land and Revolution, 1890-1921*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.226-285.

dont ont, en revanche, bénéficié les conflits industriels²⁴.

Le principe d'autogestion connu ainsi, dans le secteur industriel, un nombre de mises en œuvre tel qu'il serait trop long de toutes les présenter ici, même succinctement. Certaines méritent néanmoins quelque attention. À commencer par le soviet que les mineurs d'Arigna (comté de Leitrim) instituèrent en mai 1921, en vue de relancer la production de l'un des puits fermés par la direction de l'entreprise minière, suite à leur refus d'accepter des réductions de salaire. Les mineurs finirent par restituer le site une fois le conflit résolu, deux mois plus tard.²⁵ Puis, en septembre de la même année, ce fut le tour d'environ 40 techniciens de la fonderie de Drogheda (comté de Louth), également en lutte contre la baisse des salaires – que les salarié·es durent accepter début novembre, après trois mois de grève –, de s'ériger en soviet sur leur lieu de travail, avant d'en être délogés par la police au bout d'une journée seulement²⁶. Un sort assez proche attendit les travailleur·ses de la pêcherie de Castleconnell (comté de Limerick) en novembre : organisées en soviet afin d'obtenir la rémunération de leurs heures supplémentaires, ils eurent finalement gain de cause après avoir été contraints de négocier, sous la menace des armes de l'IRA²⁷. Les ouvrier·es des minoteries de Quaterstown (comté de Cork) eurent moins de chance : en grève depuis le 13 janvier 1922 – là aussi pour la défense des salaires –, ils décidèrent d'investir les usines et firent repartir la machine productive jusqu'à leur départ forcé, une semaine plus tard, sur injonction de l'IRA, provoquant par là-même l'échec du mouvement²⁸. Autre soviet encore qui vit l'intervention des forces de l'ordre (en l'occurrence l'armée nationale de l'État libre d'Irlande) : celui de l'usine à gaz de la ville de Tipperary, établi sur fond de conflit salarial, de mars à août 1922²⁹. Mais le vent de la révolte autogestionnaire souffla surtout sur une industrie laitière et boulangère du sud-ouest du pays, contrôlée par l'entreprise Cleeve.

Cleeve est le nom d'une riche famille protestante qui, à l'époque de la Révolution irlandaise, se trouvait à la tête d'un réseau de plus de cent laiteries, minoteries et usines dédiées à la fabrication de lait condensé et de pain, situées dans les comtés de Limerick, Tipperary et Cork de la province de Munster. Cet empire industriel et commercial employait près de 3 000 personnes et se faisait fournir par environ 5 000 céréaliers et producteurs laitiers. À partir de 1918, l'entreprise Cleeve, comme bien d'autres à travers le pays, fut le théâtre de conflits sociaux portant sur les salaires et les conditions de travail – impliquant principalement le Syndicat des transporteur·ses –, dont un certain

24 Voir notamment Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, op. cit. ; Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, op. cit.

25 *The Freeman's Journal*, 28 mai 1921, p.5 ; *The Irish Independent*, 30 mai 1921, p.6.

26 *The Freeman's Journal*, 15 septembre 1921, p.3, 16 septembre 1921, p.6, 17 septembre 1921, p.5, 3 novembre 1921, p.5 ; *The Irish Times*, 16 septembre 1921, p.5, 3 novembre 1921, p.6.

27 *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p.4.

28 *The Freeman's Journal*, 16 janvier 1922, p.5, 27 janvier 1922, p.5, 2 février 1922, p.7, 8 février 1922, p.5, 9 février 1922, p.4, 10 février 1922, p.6 ; *The Irish Examiner*, 27 janvier 1922, p.6, 28 janvier 1922, p.3, 9 février 1922, p.6, 10 février 1922, p.2, 11 février 1922, p.6.

29 *The Voice of Labour*, 10 mars 1922, p.2 ; *The Freeman's Journal*, 6 mars 1922, p.5, 13 mars 1922, p.5, 22 mars 1922, p.6, 5 août 1922, p.4 ; *The Irish Independent*, 29 juillet 1922, p.5.

nombre devait tourner à l'expérience « soviétique » autogestionnaire : d'abord, du 15 au 21 mai 1920, dans la laiterie de Knocklong (comté de Limerick) et ses douze branches installées dans des localités voisines, toutes restituées après satisfaction des revendications ; puis, du 15 août au 3 septembre 1921, dans la minoterie et l'usine de fabrication de pain de Bruree (comté de Limerick), rendue à ses propriétaires non sans l'intercession de l'IRA ; et enfin, de mai à juillet-août 1922, dans 39 laiteries et usines de fabrication de lait condensé et de pain des comtés de Limerick, Tipperary et Cork, graduellement mises en échec par le jeu combiné du boycott des céréaliers et des producteurs laitiers, et de l'ingérence de l'armée nationale de l'État libre d'Irlande. Par ailleurs, outre l'emploi du terme « soviétique » pour les désigner, les expériences autogestionnaires de Cleeve se caractérisèrent par d'autres symboles subversifs, tel le drapeau rouge hissé sur le toit des établissements ou encore sous la forme de slogans ouvertement anticapitalistes, comme le fameux « Nous faisons du pain pas de profit » (« We make bread not profits ») inscrit sur la façade de l'usine de Bruree³⁰.

Reste à savoir, à présent, si les protagonistes des soviets irlandais, toutes catégories confondues, entendaient dépasser le stade de la symbolique subversive et de la simple amélioration des conditions existantes.

L'autogestion des soviets irlandais : moyen subversif pour une finalité réformatrice ou révolutionnaire ?

En l'absence de témoignages écrits de la plupart des travailleur·ses organisé·es en soviets, il apparaît difficile de déterminer avec précision leurs véritables motivations. L'étude des expériences les plus emblématiques que sont le soviet de Limerick et ceux de l'entreprise Cleeve permet néanmoins de s'en faire une idée générale, en lien avec certaines définitions du concept d'autogestion, dont celle de Henri Lefebvre, datant de 1966, selon laquelle « *l'autogestion est à la fois un moyen de lutte frayant un chemin et un moyen de réorganisation de la société. Elle est également une culture irriguant la conscience collective*³¹ » ou encore celle des théoriciens marxistes Yvon Bourdet et Alain Guillermin pour qui, « *l'autogestion doit être comprise dans un sens généralisé et elle ne peut se réaliser que dans et par une révolution radicale, qui transforme complètement la société sur tous les plans, dialectiquement liés, de l'économie, de la politique et de la vie sociale*³² ». Définitions qui invitent ainsi à se demander dans quelle mesure le concept

30 Sur les soviets de l'entreprise Cleeve, voir David Lee, « The Munster Soviets and the fall of the House of Cleeve », dans David Lee, Debbie Jacobs (dir.), *Made in Limerick*, vol.1, *History of Industries, trade and commerce*, Limerick Civic Trust, 2003, p.287-306. Version en ligne : <http://www.limerickcity.ie/media/limerick%20soviet%2015.pdf> ; D.R. O'Connor Lysaght, « The Munster Soviet creameries », *Irish History Workshop*, vol.1, 1981, p.36-49.

31 Henri Lefebvre, « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion*, n°1, décembre 1966. Cité dans l'ouvrage collectif, *De l'autogestion, op. cit.*, p.39 ; *Autogestion : l'Encyclopédie internationale*, tome 5, p.245.

32 Alain Guillermin, Yvon Bourdet, *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers, 1975. Cité dans l'ouvrage collectif, *De*

d'autogestion, qui sous-tendait les soviets irlandais, se voulait « *la voie et l'issue*³³ » subversives devant se généraliser à l'ensemble de la société.

Pour les historiens Liam Cahill et John O'Callaghan, la réponse ne fait aucun doute en ce qui concerne le soviet de Limerick : celui-ci était principalement motivé par des considérations strictement politiques et locales, malgré une indubitable dimension sociale néanmoins dénuée de toute intention subversive³⁴. De leur côté, Niamh Hehir et Joe Morrissey vont jusqu'à affirmer que « *cela relèverait de la falsification des faits historiques que de faire du soviet de Limerick la preuve que les travailleurs irlandais avaient soif de révolution socialiste, en 1919. La grève reposait essentiellement sur la défense des libertés civiles, de sorte que dès que l'on trouva une solution de compromis concernant les permis délivrés par l'armée, le Soviet cessa toute activité*³⁵ ».

Pour respectables qu'ils soient, ces arguments n'en demeurent pas moins discutables. Ainsi, si leur grève « *reposait essentiellement sur la défense des libertés civiles* », pourquoi alors les responsables du soviet envisagèrent-ils d'élargir leur mouvement au reste du pays, même après que les grévistes (au nombre de 14 000 sur une population de 38 000 habitants) eurent partiellement obtenu satisfaction de leur revendications initiales – et ce sans l'appui d'une grève générale à l'échelle nationale ? D'autre part, pourquoi tous les acteur·rices du soviet de Limerick se sentirent-ils trahis par l'exécutif du Congrès des syndicats irlandais, lorsque celui-ci exclut tout recours à une grève nationale ? Comment expliquer que certain d'entre eux en éprouvèrent un dégoût tel qu'ils menacèrent d'établir un autre soviet ? Est-ce parce qu'ils attendaient de leurs dirigeants nationaux qu'ils « *fissent de Limerick le quartier général de la révolution nationale et sociale* », comme le soutient l'historien marxiste D. R. O'Connor Lysaght³⁶ ? Autre explication possible : l'ordre venu d'en haut de reprendre le travail généra chez eux un sentiment de frustration d'autant plus fort qu'ils avaient fait la démonstration de leur capacité à gérer efficacement les affaires communales de Limerick, de façon autonome – autonome vis-à-vis des dirigeants syndicaux nationaux, de la majorité municipale *Sinn Féin*, de l'IRA, du patronat local et du clergé catholique. On est donc en droit de penser que ce degré de confiance nouvellement acquis les amena tout naturellement à assigner une dimension subversive à leurs desseins originaux : d'une réponse spontanée et pragmatique à une mesure coercitive portant atteinte à leurs conditions de travail, ils aspiraient désormais à étendre leur mode organisationnel autogestionnaire au niveau national, dans le cadre d'une grève générale.

l'autogestion, ibid., p.41.

33 Henry Lefebvre, *op. cit.*, p.39.

34 Liam Cahill, *Forgotten Revolution; Limerick Soviet 1919, op. cit.* ; John O'Callaghan, *Revolutionary Limerick: The Republican Campaign for Independence in Limerick, 1913-21*, Dublin, Irish Academic Press, 2010.

35 Niamh Hehir, Joe Morrissey, « Revolt of the bottom dogs: History of the Trade Union Movement, Limerick City and County 1916-1921 », *Labour History Research Group*, sd, part. 1, p.11.

36 D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, op. cit.*

Par ailleurs, toujours à propos du soviet de Limerick, l'historien marxiste Conor Kostick soulève avec justesse le problème suivant : « *Le soviet différait de ses homologues russes sur un point important : sa création par le Conseil des syndicats [de Limerick] impliquait que ses représentants élus le fussent uniquement par des travailleurs syndiqués lors de rares réunions de branche. Ils n'étaient donc pas facilement révocables et remplaçables, et la mise en place d'une instance ouvrière concurrente du Conseil des syndicats n'était pas non plus sérieusement envisagée [...]. En cette période de grève générale, les seules réunions ouvrières qui eurent lieu se tinrent dans les rues de Limerick. Ces forums permettaient certes aux travailleurs d'exprimer leurs opinions, mais ne pouvaient en aucun cas se substituer au Conseil des syndicats*³⁷. » Est-ce à dire, du coup, que le soviet de Limerick ne respecta pas l'un des fondements majeurs de l'autogestion telle que définie par Cornélius Castoriadis, selon lequel « *toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment faire [...]. Ainsi, des décisions qui concernent les travailleurs d'un atelier doivent être prises par les travailleurs de cet atelier [...]; celles qui concernent toute l'entreprise, par tout le personnel de l'entreprise; celles concernant un quartier, par les habitants du quartier; et celles qui concernent toute la société, par la totalité des femmes et des hommes qui y vivent*³⁸ » ? En guise de réponse, il importe de rappeler que d'une part, seul le grand patronat local, à l'instar de la famille Cleeve, refusa de collaborer activement avec le comité de grève et ses sous-comités, constitutifs du soviet de Limerick, à l'inverse des autres catégories socio-professionnelles – et notamment des commerçants et des artisans ; d'autre part, le soviet ne dura que quatorze jours, au cours desquels la majorité des grévistes furent soit pleinement satisfaits de la direction du mouvement ou n'eurent tout simplement pas le temps de s'en plaindre au point de fomenter une rébellion à ses dépens. Enfin, malgré l'état de profonde crise politique dans laquelle se trouvait Limerick, les libertés d'expression, de la presse et d'association y furent néanmoins maintenues. Tout laisse donc à penser qu'en cas de prolongement du conflit, le mouvement aurait probablement emprunté la voie non pas de la dictature du Conseil des syndicats (un peu sur le modèle des soviets russes et hongrois qui tournèrent à la dictature du parti unique), mais plutôt celle de la pluralité des opinions et de la forme collective qui « *non seulement élit [ses représentants] mais aussi peut les révoquer à chaque fois qu'elle le juge nécessaire* », dixit Castoriadis³⁹.

Pour ce qui est des soviets instaurés à des fins socio-économiques, d'aucuns expliquent pareil phénomène en reprenant l'argument de la « grève tactique » (« *strike tactic* ») telle que l'avait déjà avancé, dès 1921, l'organe officiel du Syndicat des transporteur·ses *The Voice of Labour* (*La*

37 Conor Kostick, *op.cit.*, p.80.

38 Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », *op. cit.*, p.2.

39 *Ibid*, p.3.

Voix des travailleurs)⁴⁰. Ainsi en est-il notamment de l'historien Donal Ó Drisceoil qui, se référant au soviet de l'asile d'aliénés de Monaghan, précise : « *Ce fut essentiellement une grève tactique – bien que teintée d'une indéniable coloration politique – telle qu'appliquée dans tous les "soviets" établis jusqu'en 1921, où la propriété des employeurs fut restituée une fois les revendications satisfaites.* »⁴¹ À propos justement du fait que « *la propriété des employeurs fut restituée une fois les revendications satisfaites* », il convient de rappeler que, dans certains cas, cela advint suite à des négociations engagées sous la menace du gouvernement « autochtone » du *Sinn Féin*. Ainsi du soviet de Bruree où Constance Markievicz, alors ministre du travail, menaça de dépêcher des troupes de l'IRA pour forcer les travailleur·ses en lutte à quitter la minoterie et la fabrique de pain de l'entreprise Cleeve – conformément à la traditionnelle stratégie interclassiste du mouvement indépendantiste, mentionnée plus haut –, où ils avaient pourtant laissé poindre des intentions subversives de diverses manières. À commencer par leur fameux slogan placardé sur la façade de l'usine, « Soviet des ouvriers des minoteries de Bruree. Nous faisons du pain pas de profit » (« Bruree Workers Soviet Mills. We made Bread not Profits »), faisant écho à celui du soviet de Knocklong, « Soviet de la laiterie de Knocklong. Nous faisons du beurre pas de profit » (« Knocklong Soviet Creamery. We make butter not profits »), proclamé un an auparavant. Ou, de façon plus explicite encore, via le texte affiché à l'entrée de l'usine, informant la population de conditions nouvelles de fonctionnement soucieuses de son bien-être : « *La minoterie et la fabrique de pain de Bruree sont à présent la propriété des ouvriers. La minoterie et la boutique sont ouvertes pour la vente de pain et de farine. Nous espérons réduire les prix et en finir avec les profits, en moins d'un jour. Par ordre des ouvriers* »⁴².» La réussite commerciale fut ainsi au rendez-vous à la faveur de deux facteurs : la communauté locale, et plus particulièrement les couches les plus modestes, eut accès aux produits mis en vente à des tarifs très abordables ; la plupart des céréaliers continuèrent à fournir la minoterie, malgré son passage sous contrôle ouvrier. Néanmoins, l'expérience tourna court (à peine dix jours), les dirigeants du soviet ayant été contraints, comme nous l'avons vu, de négocier la fin du conflit.

Mais si, de 1918 à 1921, la grande majorité des travailleur·ess organisé·es en soviets finirent par atteindre leurs objectifs initiaux (augmentation de salaire, réduction du temps de travail, réintégration de salariés abusivement licenciés...), le mouvement devait prendre une toute autre ampleur lorsqu'il fallut lutter contre les baisses de salaires que maints employeurs irlandais cherchèrent à imposer au cours de la crise économique de 1921-1923. Le vent tournait à présent en faveur de ces derniers au point que, d'après l'historien Emmet O'Connor, « *les travailleurs en*

40 *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p.4.

41 Donal Ó Drisceoil, *Peadar O'Donnell*, Cork, Cork University Press, 2001, p.13.

42 Cité dans *The Freeman's Journal*, 31 août 1921, p.5 ; *The Irish Examiner*, 31 août 1921, p.4 ; *The Irish Independent*, 31 août 1921, p.4.

étaient presque venus à concéder tout ce qu'ils avaient gagné depuis 1914⁴³ ». Pareilles circonstances encouragèrent la résurgence de soviets autogérés qui, d'instruments tactiques destinés à arracher des gains au patronat et aux propriétaires terriens, étaient désormais davantage perçus comme un modèle organisationnel véritablement alternatif aux droits de propriété traditionnels. Les cas les plus emblématiques de cette tendance furent sans conteste les 39 usines de l'entreprise Cleeve, passées sous contrôle ouvrier en réponse à la menace de grève patronale, émise consécutivement à un conflit non résolu portant sur la réduction et des salaires et des effectifs. Cette décision des travailleurs de poursuivre la production se justifiait par le fait que la fermeture des établissements « mett[rait] en péril les moyens de subsistance de 5 000 fermiers, risqu[er]ait de détruire la production nationale à hauteur de plusieurs milliers de livres par semaine, et condamn[er]ait 3 000 ouvriers sans travail et leur famille à mendier et à mourir de faim ». C'était donc « dans l'intérêt de la communauté et afin de préserver cette industrie pour la nation » que les ouvrier·es reçurent pour consigne de continuer le travail comme si de rien n'était. Le caractère indubitablement révolutionnaire de leurs desseins se manifesta ainsi dans cette volonté de développer leur mode de production autogestionnaire, au nom non seulement de la sauvegarde d'une industrie des plus importantes à l'échelle nationale, mais aussi de la souveraineté populaire incarnée dans leur devise : « Longue vie au peuple souverain » (« Long Live the Sovereign People »)⁴⁴. Sans oublier le cœur à l'ouvrage qu'ils mirent, semble-t-il, à produire de façon autonome, ainsi que le rapporta le journal syndical *The Voice of Labour* à propos de l'une des usines occupées : « Ces hommes faisaient du mieux qu'ils pouvaient pour garantir la perfection des produits qu'ils fabriquaient ; [...] il paraissait impossible de dénigrer les ouvriers de l'usine [dans laquelle] aucun détail n'échappait à la vigilance attentive du [nouveau] directeur [lui-même simple ouvrier] et dont la ferveur, l'enthousiasme et l'amour pour son travail suscitaient continuellement une grande émulation parmi les hommes et les femmes⁴⁵. » Pourtant, l'expérience ne se perpétua guère au delà de trois mois⁴⁶. L'intervention de l'armée nationale de l'État libre d'Irlande, doublée du refus des céréaliers et des producteurs laitiers d'approvisionner les usines sous contrôle ouvrier – ce que Emmet O'Connor nomme la « réponse conservatrice » aux désordres sociaux⁴⁷ – eut ainsi graduellement raison des soviets de Cleeve. Sans parler des dirigeants syndicaux et travaillistes nationaux, dont le réformisme doctrinaire les amena tout naturellement à désavouer ou ignorer les soviets affichant la moindre velléité de subversion sociale, à l'instar justement de ceux de l'entreprise Cleeve de 1921 à 1922 (dirigés, il est vrai, par des officiels du Syndicat des

43 Emmet O'Connor, *op. cit.*, p.106.

44 Cité dans *The Irish Times*, 15 mai 1922, p.5.

45 *The Voice of Labour*, 27 mai 1922, p.8.

46 Les usines de Mallow et Clonmel furent néanmoins restituées bien plus tard : en février 1923 pour la première et en mars 1923 pour la seconde.

47 Emmet O'Connor, *op. cit.*, p.154.

transporteur·ses, membres du Parti socialiste révolutionnaire d'Irlande créé en mai 1919), mais aussi de celui de Limerick dont les représentant·es avaient envisagé d'élargir leur mouvement à l'ensemble du pays.

Plus que tout autre chose, l'étude de ce mouvement au potentiel socialement révolutionnaire indéniable rappelle que l'histoire n'est nullement un processus linéaire, un modèle d'interprétation téléologique faisant du présent le résultat inéluctable d'une construction réfléchie et préméditée ; quand celui-ci apparaît plutôt comme l'aboutissement d'une longue série d'accidents advenus en des circonstances largement imprévisibles et inexorables.

Ainsi en fut-il des soviets irlandais, dont les protagonistes s'inspirèrent du contexte politique et social européen de l'époque et profitèrent des troubles et de l'instabilité régnant dans le pays pour mettre en œuvre, de façon spontanée pour la plupart, un modèle organisationnel alternatif fondé sur l'autogestion. Et pourtant, la partie de l'île où eurent lieu pratiquement toutes ces expériences n'était-elle pas censée rejeter viscéralement toute forme de socialisme, de par son caractère fondamentalement rural, catholique et nationaliste⁴⁸ ? Probablement, en effet ! Sauf que la Révolution irlandaise apparut aussi comme une période de transition, au cours de laquelle les forces progressistes incarnées dans le mouvement syndical s'affirmèrent et se développèrent très rapidement en vue d'assurer aux travailleur·ses la pleine reconnaissance de leurs droits dans la perspective d'une Irlande indépendante. La société conservatrice dans laquelle l'Irlande du Sud devait évoluer au lendemain de la mise en place de l'État libre n'existait pas encore véritablement. Loin d'être prédéterminé – bien que contenu en germe depuis quelques décennies –, l'avènement des paradigmes dominants du nouvel État résulta donc plutôt de l'esprit conservateur qui avait fini par imprégner l'ensemble du mouvement indépendantiste orthodoxe, aux dépens de principes progressistes que défendaient pourtant les nombreux·ses travailleur·ses syndiqué·es de l'époque – ayant, pour beaucoup, également la fibre nationaliste –, dont les luttes débouchèrent néanmoins quasiment toutes sur des défaites au cours des deux dernières années de la Révolution irlandaise. S'ensuivit dès lors une longue période de désillusions qui se traduisit notamment par une baisse drastique des effectifs des syndicats – et notamment celui des transporteur·ses qui ne comptait plus qu'environ 61 000 membres en 1925, contre 100 000 cinq ans plus tôt⁴⁹ –, le tout sur fond de division interne entre réformistes et partisans de James Larkin (fondateur du Syndicat des transporteur·ses et exilé aux États-Unis de 1914 à 1923) soutenus par le Komintern. Laquelle

48 Il n'y aurait eu qu'une seule expérience de type « soviétique » (du moins désigné comme telle par certains journalistes) dans la partie de l'île constituant aujourd'hui l'Irlande du Nord, lors de la grève générale de Belfast en janvier-février 1919.

49 Chiffres donnés par Desmond Greaves, *The Irish Transport and General Workers' Union*, op. cit., p.259, p.321.

division eut, sans nul doute, un impact sur la faiblesse électorale du Parti travailliste (principale parti de gauche) qui, depuis, ne s'est jamais vraiment démentie.

Cependant, s'il est une leçon à tirer de l'histoire iconoclaste des soviets irlandais, c'est bien la suivante : quelles que soient les caractéristiques d'un territoire déterminé (pays, région, ville...), selon les circonstances du moment, « *quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion* », pour citer à nouveau Henri Lefebvre⁵⁰.

Olivier Coquelin est enseignant à l'Université de Caen Normandie et membre associé du Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC) et du Groupe de recherche en études irlandaises (GREI). Il a publié *L'Irlande en révolutions, entre nationalismes et conservatismes : une histoire politique et sociale (18e-20e siècles)* (Syllepse, 2018).

⁵⁰ *Autogestion : l'Encyclopédie internationale*, tome 5, *op. cit.*, p.245.